

La Chine à l'heure des fusées et des gardes rouges

Alice Parizeau

Volume 8, Number 5-6 (47-48), September–December 1966

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30101ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Parizeau, A. (1966). La Chine à l'heure des fusées et des gardes rouges. *Liberté*, 8(5-6), 161–170.

la chine à l'heure des fusées

et des gardes rouges

La Chine communiste a dix-sept ans. Pendant cette période relativement courte, Mao Tsé-tung a réussi à faire disparaître le féodalisme ancestral qui ruinait le pays et le régime d'exploitation étrangère qui le réduisait à une certaine forme d'esclavage. Il est parvenu à créer de toutes pièces une industrie, sans faire appel aux capitaux étrangers, il a détruit le culte des mandarins et il a ouvert les portes des écoles et des facultés aux jeunes qui n'y avaient pas accès auparavant.

Sans aucun doute ce sont là des réalisations que les communistes occidentaux devraient reconnaître et pourtant tel n'est pas le cas.

En niant la suprématie de l'U.R.S.S. la Chine est en train de rompre l'équilibre des forces. En dénonçant l'impérialisme russe elle a renié la traditionnelle soumission de l'extrême gauche que l'Europe de l'Est connaît bien, mais que seul Tito a eu la possibilité de critiquer. Depuis, Tito est rentré dans les rangs et il reçoit l'aide économique de Moscou, tandis que la Chine se débat dans des difficultés économiques sans nom tout en refusant la protection du "Grand frère rouge." Dès lors le "Grand frère" se plaît à la présenter comme une menace pour la paix du monde et le fait que Pékin possède la bombe atomique suffit pour créer une psychose de la peur.

N'empêche que dans le contexte actuel ce n'est pas le militarisme chinois qui compte, mais plutôt le stade de l'évolution du régime. Avant de se lancer dans une guerre, Mao doit consolider coûte que coûte la situation de son gouvernement à l'intérieur du pays. Or, jusqu'à présent, sa réussite est loin d'être totale. L'implantation du communisme en Chine s'avère infiniment plus difficile en profondeur que ce ne fut le cas en Russie.

mouvement chang-feng

Car en Chine, qui était et qui est encore un pays essentiellement agricole, il s'agit d'imposer le communisme aux paysans, cette classe qui, selon Karl Marx, "est opposée par définition à la dictature du peuple et qui freine le progrès du prolétariat industriel et urbain". Le pivot central de cette politique c'est le parti et le premier mouvement qui devait permettre "la rectification ou l'alignement de la pensée, la correction des tendances non orthodoxes et l'éducation dans le parti tendant à inculquer une façon de penser correcte", fut lancé en 1950 sous le nom de Chang-Feng.

Ensuite, pendant cinq ans, on s'appliqua à édifier un parti fort et homogène destiné à jouer le rôle de l'éducateur et du gendarme. Mais pour faire vite, on avait admis alors dans ses rangs tous ceux qui voulaient bien s'y inscrire et le nombre de candidats n'augmentait pas en fonction de la diffusion de l'idéologie, mais en fonction des avantages matériels et sociaux qui en découlaient.

Le langage des chiffres est irréfutable ; en 1937 le parti communiste chinois comptait 40.000 membres, en 1949, 4.500.000 et en 1956, 10.730.000. Il devait dépasser 17.000.000 après 1961. En somme, les adhésions massives ont commencé après le départ des techniciens russes qui, eux, préconisaient une méthode de recrutement plus rigide. Rappelons, toutefois, que déjà en 1956, Teng Hsiao-ping, vice-président du Conseil d'Etat, admettait dans son rapport du mois de septembre que seulement 14% du total des effectifs du parti se recrutaient parmi les ouvriers et les paysans, 17% parmi les représentants des milieux dits intellectuels et 69% parmi les fonctionnaires...

kao-jao, première association anti-parti

En Chine la fidélité des fonctionnaires est parfaitement contrôlable, mais même à Pékin la fidélité des intellectuels dignes de ce nom n'est jamais inconditionnelle. Deux personnalités proches de Mao Tsé-tung se sont élevées contre son pouvoir absolu et ont réclamé l'indépendance de la région de Pékin qu'ils administraient. Kao Kang et Jao Shu-shih ont formé une « association anti-parti », et, à la 4ème assemblée plénière du VIIème comité Central, le P.C.

chinois fut obligé de condamner les rebelles. Kao Kang se suicida en prison et Jao Shu-shih fut trouvé mort dans une rizière proche de Pékin, mais le danger demeura entier. Le gouvernement lançait une nouvelle offensive sous le nom poétique de la période des « *Cents Fleurs* » dont le slogan *Ming-Fang* fut traduit par le principe suivant : « Partir du désir de s'unir, résoudre les contradictions par la critique ou par le combat afin de parvenir ainsi à une nouvelle union sur des bases nouvelles. »

Mao Tsé-tung, l'âme et le chef absolu du régime décidait de prendre une orientation nouvelle. « On ne doit pas exterminer nos opposants, affirmait-il, il faut les éduquer. « Il suffit de remplacer le terme « éduquer » par celui de « propagande » et on retrouve aussitôt la vieille marche traditionnelle de toutes les dictatures de droite ou de gauche. Seulement là, non plus, les comparaisons ne sont possibles. Le maoïsme diffère du marxisme-léninisme tout autant dans sa substance que dans ses moyens de diffusion.

La Russie dispose de moyens de communication modernes, tels les journaux et surtout la radio. En Chine, pour atteindre les paysans, il faut envoyer des émissaires. Le gouvernement avait besoin d'une armée de propagandistes qu'il fallait former dans les écoles et dans les universités. Mao fit appel aux intellectuels et pour gagner leur appui leur offrit une sorte d'autorité particulière; il leur accorda le droit de critique.

Le mouvement débuta en janvier 1956, mais au mois de mai de la même année l'*Union Chang-Lo* organisait déjà le *deuxième-mouvement anti-parti*. L'Union s'empara de deux quotidiens Kuang Min Jih Pao et Wen Hui Pao et lança un appel aux fonctionnaires et aux enseignants en leur demandant de démissionner. Son mot d'ordre consistait à proclamer que la culture et la science ne doivent pas être brimées par un parti politique quel qu'il soit, parce que cela représente pour elles un trop grand risque d'être vidées de leur substance et de ne plus pouvoir remplir leur rôle. Le vieux recteur de l'université de Pékin, Ma Yin-tsu, défendit cette idée jusqu'au bout, les autres cédèrent ou disparurent dans les prisons. Ma Yin-tsu affirma « qu'on ne peut menacer un homme de la mort quand il ne la craint pas » et continua d'écrire des brochures faute de pouvoir publier ses articles et ses livres. Il est difficile de savoir s'il a gardé cet état d'esprit au moment de sa propre exé-

cution car on ne sait rien sur la façon dont il a été supprimé. Ce qui est certain, c'est qu'il a été réduit au silence.

L'échec de la campagne basée sur la collaboration des intellectuels fut évident. Mao Tsé-tung organisa les mouvements *Hsia-fang* et *Chiaohsin*. Il décida « d'envoyer des cadres à la campagne », sans se soucier désormais de les former au préalable. Faute d'une véritable foi marxiste, ou plutôt maoïste, le gouvernement leur assurait des avantages matériels suffisants pour être à peu près sûr de leur orthodoxie. Ce furent eux qui ont créé dans les campagnes les Communes Populaires, c'est-à-dire des fermes collectives, et qui dans les villes ont assumé le rôle des promoteurs ouvriers. Leur slogan, Hungton Chnanshen, « rouge intégral et en même temps hautement spécialisé » devait stimuler les travailleurs.

L'histoire se répète. Comme partout, l'expérience des fermes collectives a échoué, la Chine cache soigneusement le nombre véritable des victimes que fait chaque année l'insuffisance des récoltes et elle achète son blé au Canada. Par contre, l'évolution de l'industrie chinoise et de sa production est spectaculaire. Il serait trop long ici d'énumérer tous les secteurs pour lesquels on dispose des statistiques, d'ailleurs toujours contestables, mais il convient de mentionner à titre d'exemple que l'industrie pétrolière a augmenté sa production de 10 millions de tonnes par rapport à 1964, que le potentiel hydro-électrique chinois représente plus de 536 millions de kilowatts et qu'on doit y créer bientôt la première centrale électrique nucléaire, et que la Chine, qui n'avait aucune industrie de construction navale en 1949, construit actuellement des bâtiments de haute mer jaugeant plus de 15.000 tonnes.

« La Chine a refusé de faire appel aux capitaux étrangers, a déclaré Mao Tsé-tung. Nous avons remboursé à l'Union soviétique le prêt qu'elle nous a accordé au moment où s'instaurait la République populaire. Nous ne pouvons compter que sur l'enthousiasme du peuple. La Chine est pauvre et elle veut un changement, le peuple doit déployer un grand effort pour le réaliser. »

N'empêche que le problème d'implantation de l'idéologie maoïste reste encore, dans une large mesure, irrésolu. On l'impose, certes, mais le pays est trop vaste pour qu'on puisse considérer cela comme suffisant à long terme. Il est indispensable de cons-

tituer un corps, ou des corps, assez forts, assez sûrs et assez bien organisés, pour aller porter la bonne parole aux quatre coins de l'Empire du Soleil Levant.

Mao, le vieux révolutionnaire, décida de faire confiance à l'armée.

la révolte des généraux

Dans un pays où le service obligatoire dure de quatre à six ans, où tous doivent passer pendant une période aussi longue dans le moule, l'armée devient une éducatrice de premier ordre. Mao Tsé-tung s'efforça d'innover. Au lieu d'isoler l'armée, il l'entraîna dans le mouvement. Il offrit à ses généraux des postes dans le gouvernement. Il les associa à la production industrielle pour fins militaires. Il leur sacrifia aussi la milice, dont le prestige pouvait porter ombrage à l'armée.

Les miliciens, ces « soldats du peuple », si choyés au cours des années 1956-57, furent renvoyés dans les usines. La milice compte maintenant quelque 12 millions personnes, mais l'entraînement de ses cadres ne se fait plus qu'après les heures de travail et sous la direction de l'Armée Populaire de Libération. Même la police secrète, qu'on estime à 500.000 individus environ, doit céder le pas devant l'armée.

Toutefois, à l'intérieur de l'armée, il a fallu et il faut encore faire des purges. Cela a commencé en 1959 avec le renvoi du maréchal Peng Te-huai que remplaça Lin Piao et cela se nomme communément le « virus soviétique ».

A l'origine le noyau de l'armée créé par Mao Tsé-tung était semblable à une troupe de maquisards. Ses méthodes tactiques étaient celles d'une force mal équipée et mal entraînée à un combat ouvert. L'enthousiasme idéologique remplaçait les avions et les sous-marins, les chars et jusqu'aux fusils modernes. La victoire et l'arrivée des techniciens soviétiques marquèrent le début d'une profonde transformation. L'ancienne Armée Populaire de Libération fut encadrée par des officiers de métier. On apprenait aux hommes à se battre scientifiquement.

Pour l'état major chinois la rupture des relations sino-sovié-

tiques et le retrait de l'aide russe, furent une véritable catastrophe. Le maréchal Peng Te-huai, entre autres, usa de toute son influence auprès de Mao, pour l'éviter.

« Compter sur les Soviétiques en matière militaire est une trahison à l'égard du Parti », avait répondu Mao. Le limogeage du maréchal suivit de peu le départ des techniciens russes et l'armée fut réorganisée.

Actuellement elle compte 2.7 millions d'hommes dont 100.000 dans les forces aériennes et 140.000 dans la marine. Les forces terrestres représentent donc une écrasante supériorité numérique, mais sur le plan de l'équipement elles sont en retard par rapport à la marine et à l'aviation.

Il y a quinze ans à peine la Chine ne disposait pratiquement pas d'avions modernes, désormais elle commence à fabriquer un avion de combat supersonique à ailes delta ressemblant au Mig-21.

Théoriquement les trois armes ne font qu'un tout, mais en pratique il n'est guère homogène puisque ce sont les forces terrestres uniquement qui jouent le rôle de l'éducateur du peuple. Le 22 mai 1965, le ministre de la Défense, le maréchal Lin Piao, annonça que les grades et les distinctions seraient supprimées dans l'armée « pour la rapprocher du peuple », mais la marine et l'aviation conservèrent le privilège d'avoir des officiers. Les soldats de l'armée sans grades lisent chaque jour pendant trois heures les oeuvres de Mao et les apprennent par coeur. « Conformément à la pensée de Mao, avait déclaré Kuang Ming Jih Pao, nous devons régler comme il convient les rapports entre la politique et l'armée et éviter son embourgeoisement tel qu'il existe en Russie soviétique. La spécialisation et la politique passent avant l'intérêt professionnel. »

l'exemple vietnamien

Malheureusement, ou heureusement, les événements politiques récents ne cessent de rappeler à l'Armée Populaire de Libération son intérêt professionnel. Dès la fin de 1965, les Soviétiques ont demandé aux Chinois l'autorisation de faire passer par son territoire l'aide militaire destinée au Vietnam. Mao a refusé. Le 27 novembre la « Pravda » déclarait dans un article fleuve que « rien ne saurait justifier un refus de coopérer et d'assurer l'unité

d'action dans une cause aussi sacrée que l'aide au peuple vietnamien. » Ce à quoi le gouvernement chinois retorqua dans une déclaration faite le 30 décembre à un correspondant du journal communiste japonais « Akahata » que « conformément aux accords conclus la Chine avait toujours acheminé en temps voulu et sans frais tout le matériel militaire que l'Union soviétique lui avait demandé de faire parvenir au Vietnam ». Le maréchal Chen Yi disait en substance : « Les Russes ne cessent de répéter que l'Union soviétique n'a pas de frontière commune avec le Vietnam, pour faire croire que tout le matériel soviétique fourni au Vietnam doit obligatoirement passer par la Chine. Cela n'est pas vrai. L'Union soviétique et le Vietnam sont reliés par la mer. D'autres pays ont pu acheminer par voie maritime leur aide militaire au Vietnam alors pourquoi pas l'Union soviétique ? »

De toute évidence Mao ne tient pas à ce que son armée de terre sache d'une façon trop tangible que le Vietnam préfère recevoir les appareils russes que les renforts des soldats chinois. Il ne tient pas non plus à ce que ressuscite à nouveau cette admiration trop sincère que les officiers chinois ont éprouvé à l'égard des techniciens russes. Depuis un an environ tous les journaux de Pékin publient régulièrement des comptes rendus des combats au cours desquels les tireurs vietnamiens ont abattu à coup de fusils chinois des bombardiers américains. Dans les éditoriaux on rappelle constamment qu'à l'époque glorieuse, l'Armée Populaire de Libération a remporté la victoire avec des moyens plus limités encore. On insiste également sur le fait que la Chine, si elle doit faire une guerre, adoptera une tactique défensive en entraînant l'ennemi à l'intérieur des terres et en l'encerclant, que cette guerre sera longue et que la victoire sera remportée grâce à l'enthousiasme du peuple prêt à collaborer avec l'armée.

Mais c'est à ce niveau justement que se situe le problème clef; celui du chef. Dans les milieux militaires on répète sur tous les tons que l'Armée Populaire de Libération était dirigée au départ par Mao et qu'il est peu probable qu'il puisse assumer à l'avenir le même rôle. Plus encore, on se pose des questions pour savoir qui lui succédera et dans quelles conditions ? La campagne Maoïste atteint actuellement son apogée. La distribution des oeuvres de Mao Tsé-tung a travers le pays a quintuplé. Le slogan « Lisez les oeuvres de Mao Tsé-tung, c'est là que se trouvent tou-

tes les réponses à vos questions », est affiché sur les murs, répété dans les écoles, dans les universités et dans les casernes. C'est ce slogan qui est considéré comme le credo du communisme chinois. Le culte de Mao dépasse et de loin, dit-on, celui dont jouissait autrefois un certain Joseph Staline, mais on se demande à Pékin si, après sa disparition, Mao ne subira pas un sort semblable. Le vieux féodalisme chinois n'est pas mort et le spectre des guerres civiles déclenchées par des chefs locaux, non plus.

le mythe de la bombe

Mao Tsé-tung espérait que le lancement des engins atomiques susciterait un enthousiasme populaire et une fierté nationaliste sans précédent et qu'il parviendrait à calmer les inquiets : il semble qu'il se soit trompé. Les techniciens de l'Armée Populaire de Libération continuent de vouloir « améliorer la préparation scientifique des cadres et la qualité d'armement, même s'il est nécessaire pour cela de libérer l'Armée de certains de ses devoirs de surveillance et d'administration. » En ce qui concerne les couches paysannes de la population la fierté d'être devenue la première puissance nucléaire de l'Asie ne parvient pas à effacer, selon certains observateurs, « une lassitude de plus en plus marquée » et, comme l'affirme Chou En-Lai « une insuffisance de formation maoïste. »

Et pour combattre ces deux vices, Mao a été obligé de créer cette troisième force de pression que représentent, après l'Armée et la milice, les Gardes Rouges. Ils sont destinés à combattre « l'hérésie, l'embourgeoisement, le carriérisme et la faiblesse de pensée. » Contrairement à la milice ils sont formés exclusivement des jeunes. Or, la notion même de la jeunesse est assez particulière en Chine où pour enrayer la poussée démographique on a décrété récemment que l'âge marital doit se situer entre vingt-huit et trente ans pour les hommes comme pour les femmes et où on rend de plus en plus difficiles les unions entre les personnes n'ayant pas atteint cette limite. Officiellement on admet, cependant, « qu'un jeune homme c'est celui qui n'a pas dépassé seize ans et qui est né après l'établissement de l'ordre nouveau. » Incorporer ces jeunes dans les rangs des Gardes Rouges c'est les arracher aux influences de leur milieu et les protéger contre un attachement éventuel à l'égard des traditions du passé. Sans doute a-t-on

déjà fait une tentative semblable dans le cadre du système scolaire, puisque les étudiants vivent douze mois par an dans les institutions d'enseignement qui leur refusent la permission de retourner chez eux pour les vacances, mais les Gardes Rouges ont une liberté d'action que les étudiants ne sauraient avoir...

Dans une entrevue accordée au correspondant de Radio-Canada, le célèbre écrivain chinois, Han Suyin, disait à ce propos qu'on exagère en parlant de la cruauté de ce nouveau corps de pression. Elle affirmait textuellement : « Ils viennent de bousculer une centaine de familles, mais la Chine compte 700 millions d'habitants et l'échelle des valeurs n'y est pas la même qu'en Occident. »

Les écrivains ont parfois de ces euphémismes qui cadrent mal avec leur présumée sensibilité !

Il semble, au contraire, que les Gardes Rouges « c'est la délinquance juvénile au service du nationalisme », comme le prétend un observateur occidental. Ajoutons que dernièrement encore l'agence « Chine Nouvelle » avouait qu'on avait essayé de faire dérailler le train qui transportait un détachement des Gardes Rouges et que ce « sabotage sera sévèrement puni ». Le peuple chinois, ce peuple dont la patience est proverbiale, supporte mal la cruauté de ce corps d'élite. Pourtant Mao ne saurait freiner l'action des Gardes rouges qui doivent remplir un rôle qu'on ne peut confier à l'armée.

Ils imposent le maoïsme et ils s'efforcent d'implanter dans la population une agressivité belliqueuse et un état d'esprit revancharde. Ils représentent un des meilleurs agents propagandistes de la nouvelle tendance chinoise que Tuan Lo-Fu, vice-ministre de l'enseignement supérieur, définissait dans un récent discours en disant : « Nous chinois, avons l'esprit de lutte jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous sommes décidés, à récupérer, par nos propres efforts, notre territoire perdu et à nous remettre sur pied dans la famille des nations. »

Et il ne s'agissait pas de Formose, mais de la Mandchourie, puisque le ministre ne s'adressait pas aux Américains, mais aux étudiants chinois expulsés de l'U.R.S.S. et puisque dans la deuxième partie de son discours il parla longuement de la « trahison de Moscou ».

le maquignonage de l'Occident

Ce qui est certain, en somme, c'est que pour combattre l'indifférence à l'égard de la théologie maoïste, la Chine est obligée de la renforcer par un nationalisme belliqueux, car sur le plan de la diplomatie internationale son échec est complet.

En effet, en 1956, quand lors de l'insurrection de Budapest, Mao lança sa croisade contre l'impérialisme russe et préconisa les communismes nationaux par opposition au communisme international, il est parvenu à opérer une véritable fissure à l'intérieur même des partis. Dans la plupart des pays, les communistes se partageaient entre les partisans de la thèse chinoise et de la thèse soviétique. La théorie chinoise répondait à un besoin profond, confirmait le schisme de Tito et précédait le testament de Togliatti.

Actuellement la Chine a perdu son prestige. On reconnaît ses progrès sur le plan de la recherche atomique, mais en Afrique, comme en Asie, où la Chine voudrait assurer son leadership, on critique ses purges continues et la cruauté des corps publics créés par le régime. Il est évident que ce que les anciens peuples coloniaux désirent par dessus tout ce n'est pas une pureté idéologique irréprochable, mais cette aide économique que seuls les Etats-Unis ou l'U.R.S.S. sont en mesure de leur assurer.

En Amérique du Sud, Castro vient de déclarer que « l'agressivité de la Chine est injustifiée et dangereuse ». En Europe de l'Est, on compare le maoïsme au stalinisme et on ne tient pas du tout à retrouver le régime de terreur des années 1950-1956. La petite Albanie demeure fidèle à la Chine, mais dans le concert des nations son appui n'a pas de signification. L'alliance albanaise ne représente pour la Chine qu'un moyen de faire sa propagande à travers la radio de Tirana.

De toute évidence la Chine cherche désespérément à consolider son prestige sur le plan international et les Soviétiques s'efforcent systématiquement à lui barrer le chemin. Ce qui est étonnant c'est que l'Occident abonde dans le même sens et se gargarise de tous les vieux clichés de la diplomatie internationale d'avant la deuxième guerre mondiale. On applique au maoïsme le même traitement qu'on avait trouvé autrefois pour combattre le trotskisme et on entoure la Chine d'un cordon sanitaire. Pourtant Trotski

mourut assassiné sans avoir pu mettre ses idées en pratique, la révolution soviétique a suivi sa courbe ascendante et, en 1944, les Russes, devenus les alliés des Occidentaux, ont imposé à Roosevelt les accords de Yalta et le nouveau partage de l'Europe.

Jusqu'à présent, ce sont surtout les Britanniques qui ont compris la leçon de l'histoire. La Grande Bretagne recommandait, en 1952 déjà, la reconnaissance de la Chine communiste. Hélas, les Anglais, ces vieux routiers de la diplomatie internationale, occupent une place de deuxième ordre...

La presse occidentale a salué comme une victoire majeure les pourparlers russo-américains sur la non dissémination des armes nucléaires et on discute bien plus du rapprochement de deux blocs que du véritable danger atomique. Car il y a lieu de se demander en quoi une éventuelle entente des Grands peut freiner la Chine dans son effort de devenir une puissance nucléaire puisque cette dernière ne fait pas partie de l'O.N.U., ni d'aucun autre organisme international de même caractère et puisqu'elle ne reçoit pas d'aide économique ni d'un côté ni de l'autre.

Sans doute, notre ministre des Affaires Etrangères réclame-t-il depuis un certain temps l'admission de la Chine au sein de l'O.N.U. et à chaque occasion le Canada insiste sur la nécessité d'un rapprochement avec le gouvernement de Mao Tsé-tung; il semble, toutefois, que les Américains ne soient pas prêts à régler le problème de Formose, comme les Soviétiques d'ailleurs ne tiennent nullement à reconnaître les justes prétentions de la Chine sur les territoires qu'ils occupent.

Menacé à l'intérieur, dénigré, sinon ridiculisé, à l'extérieur, le gouvernement chinois est forcé de s'imposer coûte que coûte sur le forum international. Ignorer cette vérité là c'est méconnaître les aspirations d'un peuple longtemps brimé et longtemps exploité par l'Occident qui, sous n'importe quel régime, cherchera et cherche à prendre sa revanche. Il ne dépend que de l'Occident de donner à cette revanche le caractère et la signification qu'elle doit avoir, où au contraire, de s'acharner à faire le jeu de Moscou et à rejeter les prétentions chinoises.

A Yalta, les Américains ont accepté, sans trop le savoir d'ailleurs, de réduire en esclavage politique une partie de l'Europe,

désormais ils sont en train de condamner la Chine à déclencher une guerre . . . Ce qui est le plus ironique, peut-être, c'est que dans les deux cas l'Occident a fait le jeu de la Russie Soviétique, ce monstre dont il tient à combattre la philosophie et l'idéologie, mais dont il flatte par mégarde le vieux appétit impérialiste qui date de l'époque des tsars.

ALICE PARIZEAU